



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية . قوانين . أوامر ومراسيم  
قرارات مقررات . منشور . إعلانات وبلاغات

	ALGERIE		ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION : Secrétariat général du Gouvernement
	6 mois	1 an	1 an	
Edition originale .....	30 DA	50 DA	80 DA	Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 66-18-15 à 17 - C.C.P. 3200-50 - ALGER
Edition originale et sa traduction .....	70 DA	100 DA	150 DA	
			(Frais d'expédition en sus)	

*Edition originale le numéro : 0,60 dinar. Edition originale et sa traduction, le numéro : 1,30 dinar — Numéro des années antérieures : 1,00 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation. Changement d'adresse : ajouter 1,00 dinar. Tarif des insertions : 15 dinars la ligne.*

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
CONVENTIONS ET ACCORDES INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS,  
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES  
(TRADUCTION FRANÇAISE)

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des ministres plénipotentiaires, conseillers et secrétaires des affaires étrangères, p. 1076.

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés des affaires étrangères, p. 1076.

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères, p. 1077.

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un concours pour l'accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères, p. 1077.

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un concours pour l'accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères, p. 1077.

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret du 26 octobre 1976 portant nomination du directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole, p. 1078.

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 18 novembre 1976 portant mouvement dans le corps de la magistrature, p. 1078.

## SOMMAIRE (Suite)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Décret du 26 octobre 1976 portant nomination d'un sous-directeur, p. 1079.

## MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 76-172 du 27 novembre 1976 portant virement de

crédit au sein du budget du ministère des affaires étrangères, p. 1079.

Décret n° 76-173 du 27 novembre 1976 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de l'intérieur, p. 1080.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés. — Appels d'offres, p. 1081.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des ministres plénipotentiaires, conseillers et secrétaires des affaires étrangères.

Le ministre des affaires étrangères et

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée par les ordonnances n° 68-92 et 68-98 du 26 avril 1968 et 71-20 du 9 avril 1971 ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 68-204 du 30 mai 1968 fixant les dispositions spéciales communes applicables aux personnels diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret n° 68-205 du 30 mai 1968 fixant les dispositions statutaires applicables aux ministres plénipotentiaires, conseillers et secrétaires des affaires étrangères, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 portant organisation d'un examen professionnel pour l'accès au corps des ministres plénipotentiaires, conseillers et secrétaires des affaires étrangères ;

## Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>. — Est ouvert au titre de l'année 1976, un examen professionnel pour l'accès au corps des ministres plénipotentiaires, conseillers et secrétaires des affaires étrangères, suivant les dispositions fixées par l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 indiqué ci-dessus.

— Le nombre de postes offerts est fixé à 60,

— Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 30.

Art. 2. — Les épreuves de l'examen se dérouleront à partir du 11 décembre 1976, auprès de l'école nationale d'administration, chemin de la Madeleine, Hydra - Alger.

Art. 3. — Toute note inférieure ou égale à 5/20 est éliminatoire.

Art. 4. — Les demandes de participation à l'examen doivent être adressées à la sous-direction du personnel du ministère des affaires étrangères, au plus tard le 30 novembre 1976.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 octobre 1976.

P. le ministre des affaires étrangères,

Le secrétaire général,

Abdelmalek BENHABYLES

P. le ministre de l'intérieur, et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique,

Abdelkrim HASSANI

Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés des affaires étrangères.

Le ministre des affaires étrangères et

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée par les ordonnances n° 68-92 et 68-98 du 26 avril 1968 et 71-20 du 9 avril 1971 ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 68-204 du 30 mai 1968 fixant les dispositions spéciales communes applicables aux personnels diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret n° 68-206 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des attachés des affaires étrangères, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 portant organisation d'un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés des affaires étrangères ;

## Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>. — Est ouvert au titre de l'année 1976, un examen professionnel pour l'accès au corps des attachés des affaires étrangères suivant les dispositions fixées par l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 indiqué ci-dessus.

— Le nombre de postes offerts est fixé à 62,

— Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 12.

Art. 2. — Les épreuves se dérouleront à partir du 20 décembre 1976 auprès du centre de formation administrative d'Alger.

Art. 3. — Toute note inférieure ou égale à 5/20 est éliminatoire.

Art. 4. — Les demandes de participation à l'examen doivent être adressées à la sous-direction du personnel du ministère des affaires étrangères, au plus tard le 30 novembre 1976.

Art. 5. — En l'absence du directeur de l'administration générale, le jury de l'examen professionnel donnant accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères, sera présidé par le secrétaire général ou son représentant.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 octobre 1976.

P. le ministre des affaires étrangères,

Le secrétaire général,

Abdelmalek BENHABYLES

P. le ministre de l'intérieur, et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique,

Abdelkrim HASSANI

**Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères.**

Le ministre des affaires étrangères et

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée par les ordonnances n° 68-92 et 68-98 du 26 avril 1968 et 71-20 du 9 avril 1971;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires;

Vu le décret n° 68-204 du 30 mai 1968 fixant les dispositions spéciales communes applicables aux personnels diplomatiques et consulaires;

Vu le décret n° 68-205 du 30 mai 1968 fixant les dispositions statutaires applicables aux ministres plénipotentiaires, conseillers et secrétaires des affaires étrangères;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 portant organisation d'un concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères;

**Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Est ouvert au titre de l'année 1976, un concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères, organisé suivant les dispositions fixées par l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 indiqué ci-dessus.

— Le nombre de postes à offrir est fixé à 60,

— Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 30.

Art. 2. — Les épreuves du concours se dérouleront à partir du 12 décembre 1976 auprès de l'école nationale d'administration, chemin de la Madeleine - Hydra, Alger.

Art. 3. — Toute note inférieure ou égale à 5/20 est éliminatoire.

Art. 4. — Les demandes de participation au concours doivent être adressées à la sous-direction du personnel du ministère des affaires étrangères, au plus tard le 30 novembre 1976.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 octobre 1976.

P. le ministre des affaires étrangères,

*Le secrétaire général,*

Abdelmalek BENHABYLES

P. le ministre de l'intérieur, et par délégation,

*Le directeur général de la fonction publique,*

Abdelkrim HASSANI

**Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un concours pour l'accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères.**

Le ministre des affaires étrangères et

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée par les ordonnances n° 68-92 et 68-98 du 26 avril 1968 et 71-20 du 9 avril 1971;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires;

Vu le décret n° 68-204 du 30 mai 1968 fixant les dispositions spéciales communes applicables aux personnels diplomatiques et consulaires;

Vu le décret n° 68-206 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des attachés des affaires étrangères;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 portant organisation d'un concours pour l'accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères;

**Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Est ouvert au titre de l'année 1976, un concours pour l'accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères, organisée suivant les dispositions fixées par l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974, indiqué ci-dessus.

— Le nombre de postes à offrir est fixé à 62,

— Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 50.

Art. 2. — Les épreuves du concours se dérouleront à partir du 26 décembre 1976 auprès du centre de formation administrative d'Alger.

Art. 3. — Toute note inférieure ou égale à 5/20 est éliminatoire.

Art. 4. — Les demandes de participation au concours doivent être adressées à la sous-direction du personnel du ministère des affaires étrangères, au plus tard le 30 novembre 1976.

Art. 5. — En l'absence du directeur de l'administration générale, le jury du concours de recrutement donnant accès à l'emploi d'attaché des affaires étrangères, sera présidé par le secrétaire général ou son représentant.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 octobre 1976.

P. le ministre des affaires étrangères,

*Le secrétaire général,*

Abdelmalek BENHABYLES

P. le ministre de l'intérieur, et par délégation,

*Le directeur général de la fonction publique,*

Abdelkrim HASSANI

**Arrêté interministériel du 12 octobre 1976 portant ouverture d'un concours pour l'accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères.**

Le ministre des affaires étrangères et

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique, modifiée et complétée par les ordonnances n° 68-92 et 68-98 du 26 avril 1968 et 71-20 du 9 avril 1971;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires;

Vu le décret n° 68-204 du 30 mai 1968 fixant les dispositions spéciales communes applicables aux personnels diplomatiques et consulaires;

Vu le décret n° 68-207 du 30 mai 1968 portant statut particulier du corps des chanciers des affaires étrangères;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 portant organisation d'un concours pour l'accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères;

**Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Est ouvert au titre de l'année 1976, un concours pour l'accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères, organisé suivant les dispositions fixées par l'arrêté interministériel du 16 septembre 1974 indiqué ci-dessus.

- Le nombre de postes à offrir est fixé à 50,
- Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 40.

Art. 2. — Les épreuves du concours se dérouleront à partir du 20 décembre 1976 auprès du centre de formation administrative d'Alger.

Art. 3. — Toute note inférieure ou égale à 5/20 est éliminatoire.

Art. 4. — Les demandes de participation au concours doivent être adressées à la sous-direction du personnel du ministère des affaires étrangères, au plus tard le 30 novembre 1976.

Art. 5. — En l'absence du directeur de l'administration générale, le jury du concours de recrutement donnant accès à l'emploi de chancelier des affaires étrangères, sera présidé par le secrétaire général ou son représentant.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 octobre 1976.

P. le ministre des affaires  
étrangères,

*Le secrétaire général,*

Abdelmalek BENHABYLES

P. le ministre de l'intérieur,  
et par délégation,

*Le directeur général  
de la fonction publique,*

Abdelkrim HASSANI

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret du 26 octobre 1976 portant nomination du directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole.

Par décret du 26 octobre 1976, Mr Abdellah Benchikh est nommé directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 18 novembre 1976 portant mouvement dans le corps de la magistrature.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Mohamed Yousfi est nommé président de la cour de Jijel.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Mohamed Dahmani est nommé en qualité de procureur général près de la cour de Jijel.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Mohand Mahrez est nommé en qualité de procureur général près la cour de Laghouat.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdesslam Dib est nommé en qualité de procureur général près la cour d'Oum El Bouaghi.

Par décret du 18 novembre 1976, il est mis fin aux fonctions de M. Abdelhamid Torche, juge au tribunal de Rouiba, dans le cadre du service civil.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdelkader Benchour est nommé en qualité de juge au tribunal de Souk Ahras.

Par décret du 18 novembre 1976, Mlle Soumia Abdessadok est nommée en qualité de juge au tribunal de Mostaganem.

Par décret du 18 novembre 1976, Mme Ouarda Medjahed, épouse Fouri, est nommée en qualité de juge au tribunal de Sidi M'hammed.

Par décret du 18 novembre 1976, Mme Fatma Chérifi, épouse Ziane est nommée en qualité de juge au tribunal de Sidi M'hammed.

Par décret du 18 novembre 1976, Mlle Oum El Kheir Harzli est nommée en qualité de juge au tribunal de Médéa.

Par décret du 18 novembre 1976, Mlle Ourdia Ourzdine est nommée en qualité de juge au tribunal de Tizi Ouzou, dans le cadre du service civil.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdelhamid Hacène est nommé en qualité de juge au tribunal de Chéraga.

Par décret du 18 novembre 1976, M. El-Moncef Boussadi est nommé en qualité de juge au tribunal de Hussein Dey, dans le cadre du service civil.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Mohamed Mahfoudi est nommé en qualité de juge au tribunal d'El Affroun.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Rabah Amalou est nommé en qualité de juge au tribunal de Béjaïa.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Rachid Maalem est nommé en qualité de juge au tribunal de Ksar Chellala.

Par décret du 18 novembre 1976, Mme Samia Henni, épouse Mebrek, est nommée en qualité de juge au tribunal de Béchar.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Omar Lefad est nommé en qualité de juge au tribunal de Dellys, dans le cadre du service civil.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdelhamid Haddad est nommé en qualité de juge au tribunal de Guelma.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Ahmed Hamlaoui est nommé en qualité de juge au tribunal de Collo.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdelouahab Boulahia est nommé en qualité de juge au tribunal d'El Harrouch.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Brahim Hamani est nommé en qualité de juge au tribunal d'Akbou.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdallah Tamerabet est nommé en qualité de juge au tribunal de Barika.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Djelloul Benghaffor est nommé en qualité de juge au tribunal de Saïda.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Amar Zouda est nommé en qualité de juge au tribunal d'El Bayadh.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Abdelouahab Kouachi est nommé en qualité de juge au tribunal de Khemis Miliana.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Ahmed Cherif Benkermi est nommé en qualité de juge au tribunal d'El Eulma.

Par décret du 18 novembre 1976, Mlle. Sakina Abdenmour est nommée en qualité de juge au tribunal de Sidi Mabrouk.

Par décret du 18 novembre 1976, Mlle. Ghania Meguellati est nommée juge au tribunal d'Alger.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Mohamed Oul Mouloud Atek est nommé en qualité de procureur de la République adjoint près le tribunal de Blida.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Chérif Ait-Igrine est nommé en qualité de procureur de la République adjoint près le tribunal de Draa El Mizan.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Djillali Hadj Saddok est nommé en qualité de procureur de la République adjoint près le tribunal de Bab El Oued.

Par décret du 18 novembre 1976, M. Ahmed Chafai est nommé en qualité de procureur de la République adjoint près le tribunal de Lakhdaria, dans le cadre du service civil.

## MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Décret du 26 octobre 1976 portant nomination d'un sous-directeur.

Par décret du 26 octobre 1976, M. Mohand Ouachi, est nommé sous-directeur de la planification et de la carte universitaire à la direction de la planification et de l'orientation universitaire (ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique).

## MINISTRE DES FINANCES

Décret n° 76-172 du 27 novembre 1976 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des affaires étrangères.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 75-93 du 31 décembre 1975 portant loi de finances pour 1976 et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 76-2 du 13 janvier 1976 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 75-93 du 31 décembre 1975 portant loi de finances pour 1976, au ministre des affaires étrangères ;

### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1976, un crédit de quinze millions de dinars (15.000.000 DA) applicable au budget du ministère des affaires étrangères et au chapitre 37-11 « Frais de fonctionnement des nouveaux postes diplomatiques et consulaires ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1976, un crédit de quinze millions de dinars (15.000.000 DA) applicable au budget du ministère des affaires étrangères et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 novembre 1976.

Houari BOUMEDIENE

## ETAT « A »

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>4ème Partie. — MATERIEL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES</b>	
34 - 01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	500.000
34 - 03	Administration centrale — Fournitures .....	100.000
34 - 11	Services à l'étranger — Remboursement de frais .....	8.300.000
34 - 90	Administration centrale — Parc automobile .....	6.000.000
34 - 92	Administration centrale — Loyers .....	100.000
	Total des crédits ouverts .....	15.000 000

Décret n° 76-173 du 27 novembre 1976 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de l'intérieur.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 75-93 du 31 décembre 1975 portant loi de finances pour 1976 et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 76-3 du 13 janvier 1976 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 75-93 du 31 décembre 1975 portant loi de finances pour 1976, au ministre de l'intérieur ;

## Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1976, un crédit de trois millions cent dix sept mille cinq cents dinars (3.117.500 DA) applicable au budget du ministère de l'intérieur et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1976, un crédit de trois millions cent dix sept mille cinq cents dinars (3.117.500 DA) applicable au budget du ministère de l'intérieur et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 novembre 1976.

Houari BOUMEDIENE

## ETAT « A »

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULES EN DA
	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	
	<b>TITRE III — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère Partie — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE</b>	
31 - 21	Administration des wilayas — Rémunérations principales .....	1.042 300
31 - 41	Protection civile — Rémunérations principales .....	1.132.400
31 - 51	Transmissions nationales — Rémunérations principales .....	305.000
31 - 92	Services extérieurs — Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	40.000
	<b>3ème Partie — CHARGES SOCIALES DES PERSONNELS EN ACTIVITE ET EN RETRAITE</b>	
33 - 11	Services extérieurs — Prestations familiales .....	260.300
	<b>4ème Partie — MATERIEL ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES</b>	
34 - 42	Protection civile — Matériel et mobilier .....	100 000
34 - 43	Protection civile — Fournitures .....	40.000
34 - 46	Protection civile — Alimentation .....	70.000
	<b>7ème Partie — DEPENSES DIVERSES</b>	
37 - 21	Dépenses des élections .....	127.500
	Total des crédits annulés .....	3.117.500

## ETAT « B »

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	
	<b>TITRE III — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère Partie — PERSONNEL — REMUNERATIONS D'ACTIVITE</b>	
31 - 11	Administration des wilas — Rémunérations principales .....	400.400
31 - 12	Administration des wilas — Indemnités et allocations diverses..	228.400
31 - 22	Administration des wilayas — Indemnités et allocations diverses	764.800
31 - 42	Protection civile — Indemnités et allocations diverses .....	1.110.500
31 - 52	Transmissions nationales — Indemnités et allocations diverses	152.000
	<b>2ème Partie — PERSONNEL — PENSIONS ET ALLOCATIONS</b>	
32 - 11	Services extérieurs — Rentes d'accidents de travail .....	149.800
	<b>3ème Partie — CHARGES SOCIALES DES PERSONNELS EN ACTIVITE ET EN RETRAITE</b>	
33 - 13	Services extérieurs — Sécurité sociale .....	311.600
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>3.117.500</b>

## AVIS ET COMMUNICATIONS

## MARCHES — Appels d'offres

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

SERVICE DE L'ANIMATION  
ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE  
DE LA WILAYA D'EL ASNAM

## Avis d'appel d'offres international

Un appel d'offres international est lancé par la wilaya d'El Asnam en vue de la réalisation des travaux énumérés ci-après, du parc omnisports de la wilaya.

- 1°) Revêtement du terrain de foot-ball (gazon naturel),
- 2°) Revêtement des pistes de course (synthétique),
- 3°) Revêtement du sol du gymnase type « C » (synthétique).

Les ouvrages de ces lots sont recueillis dans des marchés indépendants pouvant être retirés séparément.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent consulter et retirer les cahiers des charges à l'adresse suivante : bureau « TESTO » 8, chemin Parmentier, Hydra, Alger.

Les plis, accompagnés des pièces réglementaires, devront parvenir à l'adresse du wali d'El Asnam, SBOF, bureau des marchés au plus tard le 20 décembre 1976 à compter de la parution du présent avis dans la presse.

L'offre sera présentée obligatoirement sous double enveloppe et portant la mention apparente : « Parc omnisports, appel d'offres international, à ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DE LA CONSTRUCTIONDIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE  
ET DE L'EQUIPEMENT  
DE LA WILAYA D'ORAN

## Construction d'une maison de jeunes à Oran

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé en vue de la construction d'une maison de jeunes à Oran.

Les entreprises intéressées par cet appel d'offres peuvent soumissionner tous corps d'état réunis ou par lot séparé.

Les dossiers sont à retirer contre paiement des frais de reproduction aux ateliers d'architecture L.H.R. sis à Alger, 4, parc Bigoire, El Biar, tél. : 87-01-80 ou à Sidi Bel Abbès, immeuble « Le versailles, tél. : 24-36-43.

Les offres sont à adresser sous double pli en recommandé au wali d'Oran, direction de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya d'Oran, route du port à Oran (service des marchés), la première portant lisiblement la mention « appel d'offres du lot concerné de la maison de jeunes à Oran - à ne pas ouvrir » et devront parvenir au plus tard le 21 novembre 1976 à 18 h, délai de vigueur.

Les offres doivent être accompagnées des pièces administratives et fiscales exigées par la réglementation en vigueur.

Les entreprises soumissionnaires sont engagées par leurs offres pendant un délai de 90 jours à dater de leur dépôt.

**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE  
ET DE L'EQUIPEMENT  
DE LA WILAYA DE ANNABA**

Opération n° 5.742.5.122.00.03 et 5.742.5.122.00.04

**Aménagement de terrains de sports des C.E.M. de Berrahal  
et Dréan**

Un appel d'offres ouvert est lancé en vue de l'exécution des travaux d'aménagement de terrains de sport des C.E.M. de Berrahal et Dréan.

Les entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les dossiers auprès de la direction de l'infrastructure de la wilaya de Annaba ou au bureau d'architecture de M. Jacques Mogenet, 87, avenue Malika Gaid, El Biar à Alger.

La date de dépôt des offres est limitée à 21 jours après la publication du présent appel d'offres.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, à savoir :

- certificat de qualification professionnelle ;
- attestation fiscale ;
- attestation de la caisse de sécurité sociale ;
- attestation de la caisse des congés payés,

devront parvenir au directeur de l'infrastructure et de l'équipement de la wilaya de Annaba, bureau des marchés, 12, Bd du 1<sup>er</sup> novembre 1954 - 2<sup>ème</sup> étage.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL  
ET DES AFFAIRES RELIGIEUSES**

**DIRECTION DE LA RECHERCHE ISLAMIQUE  
ET DES SEMINAIRES**

Un 2<sup>ème</sup> avis d'appel d'offres est lancé pour l'impression des livres en langue nationale (15.000 exemplaires).

Les candidats peuvent consulter les cahiers des charges au ministère de l'enseignement originel et des affaires religieuses, direction de la recherche islamique et des séminaires, 4, rue de Timgad - Hydra - Alger, téléphone : 60.02.90-93

Les offres, accompagnées du dossier technique complet et des pièces administratives et fiscales requises, devront parvenir sous double enveloppe, l'enveloppe extérieure portant obligatoirement la mention « soumission à ne pas ouvrir » et seront adressées comme indiqué ci-dessus.

La date limite de dépôt des offres est fixée à vingt-et-un (21) jours après la publication du présent avis sur le journal El Moudjahid, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.